

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 36 (1999)
Heft: 1406

Artikel: L'UDC et la gauche : l'électorat UDC se trouve tant en haut qu'en bas de l'échelle
Autor: Papadopoulos, Yannis
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014869>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'électorat UDC se trouve tant

Yannis Papadopoulos est professeur de politique suisse à l'Université de Lausanne. Il analyse depuis de nombreuses années les mécanismes de décision en Suisse et la modification des rapports de force entre partis politiques.

Yannis Papadopoulos a fait paraître cette année

Démocratie directe, aux Editions Economica.

Dans cet article, il commente les glissements électoraux de cet automne, et particulièrement, les passerelles, réelles ou impossibles, entre l'électorat de gauche et celui de l'Union démocratique du centre.

FACE À LA montée du national-populisme, la gauche est sur la défensive. En France Pascal Perrier, un des spécialistes les plus éminents du Front national, écrivait récemment que celui-ci « pose une question sociale à la gauche ». Ce qui a été appelé le « gaucho-lepénisme » est une réalité, et une partie des électeurs de Le Pen s'identifient, d'après les sondages, à des valeurs de gauche. Cependant, intégrer la montée de la droite populiste en Suisse dans le contexte européen incite d'abord à relativiser le phénomène. Si le FPOe autrichien vient de connaître un éclatant succès alors que celui du parti du Progrès norvégien (plus de 15 % des voix en 1997) est passé inaperçu, la droite protestataire est aujourd'hui minée par des querelles intestines en France et au Danemark. Elle s'est effondrée en Suède à cause de la faiblesse de son personnel politique (tout comme Vigilance à la fin des années quatre-vingt à Genève), et reste absente de la scène politique en Allemagne, au Royaume-Uni ou en Espagne. Il convient également de prendre la mesure exacte de ce que le phénomène, désormais incarné dans sa quasi-totalité par l'UDC d'obédience blocherienne, représente en Suisse sur le plan tant social qu'idéologique.

UDC ancrée à droite

Rappelons que la progression de l'UDC s'est surtout faite au détriment des autres formations de droite: l'électorat de gauche est resté insensible à la propagande de Christoph Blocher. On ne peut donc guère parler de « gaucho-blocherisme » en Suisse. Selon l'enquête « Selects », financée par le Fonds national de la recherche scientifique (FNRS) et menée par les instituts de science politique des universités de Berne, Genève et Zurich (enquête certes réalisée lors des élections précédentes, mais dont les données sont plus fiables que celles des sondages diffusés par les médias, surtout en raison de la taille de l'échantillon représentatif des électeurs partisans), l'électorat UDC est, sans surprise, celui qui se situe le plus à droite parmi les électeurs des partis gouvernementaux. Quoi qu'en pensent certains médias, particulièrement en Suisse romande, ce n'est pourtant pas un électorat d'extrême droite, même si des éléments extrémistes isolés infiltreront régulièrement ce genre de partis. L'électorat UDC est tout simplement traditionaliste, d'ailleurs tout autant dans les cantons de Zurich que de Berne, en dépit des orientations différentes des sections cantonales du parti. Il considère que les étrangers et l'asile sont le problème numéro un, est bien sûr favorable à l'*Alleingang* et à une armée forte. Nouvelle donne: il est devenu très méfiant face aux autorités depuis quelques années. À maints égards, les valeurs de l'électorat socialiste restent l'antithèse de celles des électeurs de l'UDC, notamment en termes de libéralisme (multi-)culturel qui s'oppose au rigorisme moral des traditionalistes, et dans la défense de l'Etat social, qui se heurte au néo-libéralisme d'une bonne partie de la droite (y compris sa composante protestataire guère en opposition sur ce point). C'est en toute logique qu'il y a fort peu de passerelles entre les deux électorats.

Un électorat difficile à cerner

Ceux-ci représentent deux univers sociaux fort différents, de sorte que la gauche est désormais confrontée à la « gentrification » de sa base sociale. Si les électeurs socialistes se rassemblent maintenant autour des options « post-matérialistes » de la « nouvelle gauche », c'est bien parce que la composante populaire est en déclin. Le PSS fédère désormais en grande partie les nouvelles classes moyennes (enseignants, professionnels du social, etc.) qui appuient l'Etat social, par conviction certes, mais sans doute aussi parce qu'elles sont souvent salariées. Même si ces données doivent être traitées avec précaution, le PSS recueillerait, selon le sondage Gfs du 24 octobre, ses soutiens les plus faibles parmi les personnes au niveau de formation le plus bas, ainsi que parmi les très bas revenus. L'UDC obtiendrait par contre son meilleur score chez les revenus les plus hauts et les plus bas... Certes, l'enquête « Selects » montrait un profil différent, et la composition de l'électorat national-populiste demeure à maints égards énigmatique: en 1995, la majorité des chômeurs avait encore voté socialiste, et même aucune personne au chômage figurant dans l'échantillon n'avait opté pour l'UDC. Ce rapport n'était pas fonda-

en haut qu'en bas de l'échelle

mentalement différent chez celles et ceux qui, quoique dotés d'un emploi, se sentaient menacés par le chômage. Reste que la Suisse n'a probablement pas échappé à une tendance générale vers la «popularisation» croissante des électorats de la droite nationaliste, qui rassemble les «perdants» de la modernisation ou de l'internationalisation, se situant d'ailleurs de part et d'autre de la «fracture sociale» (petits patrons et agriculteurs rejoignent les cols bleus et les chômeurs). La pénétration populaire du national-populisme est certes variable selon les cantons en fonction de l'«offre» politique en leur sein: par exemple dans les cantons traditionnellement protestants de Suisse romande, l'électoralat ouvrier vote encore en partie pour la gauche, notamment pour sa composante ex-communiste. Mais en 1995 déjà, dans le canton de Zurich, la majorité des ouvriers suisses non qualifiés votait pour les formations de la droite nationaliste: s'il n'y a donc pas de gaucho-blocherisme, il y a bien un «ouvriéro-blocherisme».

Privilèges immérités

La popularisation de la droite nationaliste va donc largement de pair avec la dépopularisation de la gauche socialiste, dans un contexte idéologique en partie nouveau. Il y a eu de longue date un électoralat populaire non seulement traditionaliste et autoritaire, mais aussi opposé à la croissance de l'Etat: le profil-type dégagé par «Sects» est celui d'un agriculteur âgé de sexe masculin, dont le revenu est bas, et le niveau de formation faible. Or le discours UDC est au diapason d'autres évolutions idéologiques mettant la gauche dans l'embarras, bien au-delà du conservatisme ou du nationalisme les plus apparents. Si Blocher n'est pas Haider, l'UDC est très proche du FPOe dans la combinaison d'un ultra-libéralisme économique avec le protectionnisme national sur le plan social. Contradiction vite levée: les baisses d'impôt par exemple ne déployeraient d'effets que bénéfiques, puisqu'il suffirait de veiller à ce que, en haut de l'échelle sociale des politiciens ou des intellectuels oisifs ne s'enrichissent pas indûment aux dépens du peuple, qu'au milieu la pléthore de «bureaucrates» (y compris européens) subisse une cure d'amaigrissement – alors que,

au bas de l'échelle cette fois, les catégories stigmatisées (des requérants d'asile aux personnes toxicodépendantes) peuvent être abandonnées à un sort dont elles seraient responsables. Il n'est guère besoin de souligner combien ce registre fonctionne sur le ressentiment face à des «privilégiés» qui n'ont de commun que d'être jugés immérités. Avantages ou prestations ne peuvent être que rétributions pour un labeur assidu – ainsi de la défense des retraités qui ont payé de leur personne –, bien que ce schéma soit moins exigeant à l'égard des indigènes, plus susceptibles de confiance que les étrangers «profiteurs» quasiment de nature (on parle, en science politique, du «welfare chauvinism»).

Solidarités en déclin

Or ce registre dans lequel l'exigence de réciprocité joue un rôle central n'est guère confiné à la droite moralisante. Tony Blair affirmait de son côté ne pas vouloir soutenir les chômeurs qui se lèvent tard le matin: plutôt que d'incriminer le «traître à la cause», il serait opportun de mesurer l'étendue du changement de valeurs. La critique à l'égard des «privilégiés» conduit de moins en moins à des programmes de redistribution solidaire et universaliste, et de plus en plus au culte du chacun pour soi; et chez les national-populistes dans une communauté de surcroît épurée. Ceci d'autant plus que les leaders de l'UDC et du FPOe (pas du Front national par contre, plus ouvertement xénophobe mais aussi plus étatiste) sont convaincus qu'il n'y a rien à attendre «du haut»: cela serait aussi immoral – on méprise les assistés – qu'illusoire, l'Etat parasitaire étant ce qu'il est.

Sous couvert anti-élitiste, que l'on connaît bien en Suisse (refus de doter les parlementaires de ressources conséquentes, volonté de les court-circuiter dans le traitement des initiatives et de l'élection du Conseil fédéral), le national-populisme n'est qu'une des manifestations du déclin plus général des solidarités. C'est certainement la variante régionaliste du populisme qui en représente l'illustration la plus palpable: la Ligue du Nord en Italie ne veut plus payer pour Rome clientélaire et pour le Sud mafieux, et en Belgique le Vlaams Blok ne veut plus financer la sécurité sociale d'un pays wallon sur le

déclin. Si l'expression politique de telles manifestations régionalistes fait défaut en Suisse, des croyances diffuses similaires commencent à voir le jour, bien que sous une forme plus pudique: ainsi de certaines réticences alémaniques pour «endosser» des problèmes essentiellement romands, comme le chômage ou les coûts de l'assurance maladie. Et au-delà du régionalisme, d'autres manifestations du déclin des solidarités sont perceptibles en Suisse aussi: non seulement des femmes âgées pensent avoir suffisamment donné sans exiger de contrepartie en leur temps pour ne pas devoir cautionner aujourd'hui une assurance maternité, non seulement les «bons risques» sont-ils tentés de se réfugier dans des caisses-maladie qui les courtisent, mais l'on pourrait aussi interpréter comme signe d'une érosion de l'identification collective les votes populaires remettant en question le régime particulier de l'agriculture. Le succès populaire de la croyance que des mesures nécessaires à la solidarité se résument à des privilégiés indus sape les fondements mêmes de la cohésion sociale: or c'est bien à la gauche qu'il incombe de contester cette croyance. ■

Altermatt, U. et H. Kriesi (dir.), *L'extrême droite en Suisse*, Fribourg, Editions universitaires, 1995.

Kriesi, H., W. Linder et U. Kloeti (Hrsg.), *Die Schweizer Wahlen 1995*, Berne, Haupt, 1998.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (*jd*)

Rédaction:

Géraldine Savary (*gs*)

Ont collaboré à ce numéro:

François Brutsch (*fb*)

Jean-Claude Favez (*jcf*)

André Gavillet (*ag*)

Jacques Guyaz (*jg*)

Arthur Mallet (*am*)

Charles-F. Pochon (*cfp*)

Anne Rivier

Invité: Yannis Papadopoulos

Composition et maquette:

Françoise Gavillet, Géraldine Savary

Responsable administrative:

Murielle Gay-Crosier

Impression: IAM SA, Renens

Abonnement annuel: 90 francs

Étudiants, apprentis: 60 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1, case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone: 021/312 69 10

Télécopie: 021/312 80 40

E-mail: domaine.public@span.ch

Site: <http://www.domainepublic.ch>

CCP: 10-15527-9